

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies. . . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	35 fr.
Pays à plein tarif 60 fr.		

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

10 mars	— Ordonnance relative au fonctionnement et aux attributions de la commission de cotation des valeurs mobilières à Alger et de l'office de compensation des valeurs mobilières à Casablanca. (Arrêté de promulgation n° 415 Cab. du 31 juillet 1943)	456
	Rectificatif à l'ordonnance du 8 juillet 1943 relative à la Fête Nationale du 14 juillet 1943.	456

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1943

16 juillet	— No 2501 F.4 — Arrêté général relatif à la mise sous séquestre des biens de personnes ennemies (extrait).	457
26 juillet	— No 2687 SEC./8 — Arrêté général relatif à la taxe de péréquation sur les tissus (soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local n° 438 Cab. du 13 août 1943)	457
3 août	— No 2785/SEC. — Arrêté général portant organisation provisoire du commerce extérieur en temps de guerre (soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local n° 438 Cab. du 13 août 1943).	458

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

24 juillet	— No 414 C. P. S. — Arrêté fixant le prix de vente du sucre en poudre.	460
27 juillet	— No 493 A. E. — Décision désignant la commission chargée de contrôler les opérations d'exportation de marchandises pour le compte du Gouvernement général.	464

31 juillet	— No 417 C. P. S. — Arrêté fixant les prix de vente de certains articles d'importation	460
31 juillet	— No 498 F. — Décision relative aux retenues de logements	465
5 août	— No 424 E. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 462 du 25 août 1941 portant organisation de l'école primaire supérieure de Lomé	465
5 août	— No 425 C. P. S. — Arrêté fixant les prix de vente de certains articles d'importation	463
5 août	— No 506 E. — Décision fixant le nombre de places mises au concours pour l'admission à l'école primaire supérieure de Lomé et au cours complémentaire Notre Dame des Apôtres en 1943	465
6 août	— No 426 E. — Arrêté fixant le montant de l'allocation journalière de nourriture et d'entretien des élèves de l'école primaire supérieure de Lomé pour l'année scolaire 1943-1944 et le montant de l'avance consentie à l'économe.	466
9 août	— No 427 AORO. — Arrêté portant ouverture de la campagne du maïs.	466
10 août	— No 429 C. P. S. — Arrêté fixant le prix de vente de sel tout venant et sel pulvérisé	463
12 août	— No 433/C. P. S. — Arrêté fixant les prix de vente de la viande de boucherie et ceux du mouton et du porc vifs.	463
12 août	— No 434/C. P. S. — Arrêté fixant le prix de vente de deux lots de sel des salins de Siné-Saloum.	464
12 août	— No 435/A. E. — Arrêté fixant à nouveau le mode de vente du vin ordinaire.	466
	Additif à l'arrêté n° 322 C. D. du 1 <sup>er</sup> juin 1943 relatif à la constitution des provisions destinées au renouvellement des stocks.	466
	Personnel	466
	Divers	467

**PARTIE NON OFFICIELLE***Avis et communications*

Avis relatif aux attributions du service administratif colonial	468
Avis sur l'emploi de l'essence éthylysée	469
Domaines	
Avis de vente aux enchères publiques	469
Avis de demande d'immatriculation	470
Avis de bornage	471
Nécrologie	471

**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL***Valeurs mobilières*

N° 415 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

31 juillet 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 10 mars 1943 relative au fonctionnement et aux attributions de la commission de cotation des valeurs mobilières à Alger et de l'office de compensation des valeurs mobilières à Casablanca.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

**ORDONNE :**

ARTICLE PREMIER. — A dater du 15 mars 1943, la commission de cotation des valeurs mobilières existant à Alger est autorisée à coter toutes les valeurs françaises dont les titres se trouvent matériellement en Afrique française, à l'exclusion :

- des fonds d'Etat français émis à l'étranger;
- des fonds publics marocains et des valeurs des sociétés ayant leur activité au Maroc et qui seront cotés par l'office de compensation des valeurs mobilières de Casablanca;
- des titres à lots dont le service des tirages ne peut être effectué en Afrique française;
- des titres essentiellement nominatifs ou des certificats nominatifs de titres dont les transferts ne peuvent être assurés en Afrique française.

ART. 2. — Outre les fonds publics marocains et les valeurs des sociétés ayant leur activité au Maroc, l'office de compensation de Casablanca est autorisé à coter les fonds d'Etat français, à l'exclusion de ceux émis à l'étranger.

ART. 3. — Aucune cession directe à titre onéreux des titres visés aux articles 1<sup>er</sup> et 2 ne pourra intervenir, sous quelque forme que ce soit, sans être, sur déclaration des parties, préalablement enregistrée par la commission de cotation d'Alger ou l'office de compensation de Casablanca.

Les contrevenants seront passibles de l'amende correctionnelle prévue à l'article 87 du code de commerce, sans préjudice de l'action des parties en dommages-intérêts.

ART. 4. — Sera puni de la peine d'un an à cinq ans de prison et d'une amende de 10.000 à 100.000 francs, quiconque aura, en dehors de la commission ou de l'office, provoqué la réunion de plusieurs personnes, en vue de négocier ou de coter des titres visés aux articles 1<sup>er</sup> et 2, ou qui aura participé sciemment à une telle réunion.

ART. 5. — Les banques, membres de la commission ou de l'office assurent les négociations; elles ne seront responsables que des oppositions ou des modifications survenues dans la nature des titres avant la rupture des communications et dont elles auront eu connaissance.

A titre provisoire et suivant les cas, les oppositions nouvelles devront être faites, dans les formes et pour les causes légales actuelles, auprès des membres de la commission de cotation d'Alger ou de l'office de compensation de Casablanca, spécialement habilités à les recevoir. Elles seront adressées en un seul exemplaire au secrétariat de la commission ou de l'office. Ces oppositions porteront exclusivement sur les négociations de titres.

ART. 6. — Les banques, membres de la commission ou de l'office ne pourront délivrer sous la forme « au porteur » les actions et parts achetées. Ces titres resteront en conservation chez les établissements autorisés par arrêté du gouverneur général ou du résident général.

Toute infraction aux dispositions qui précèdent exposera l'établissement autorisé à une amende de 1.000 francs au minimum par titre et pouvant atteindre la valeur du titre. Cette amende sera fixée par l'administration de l'enregistrement, son recouvrement sera suivi et les instances introduites et jugées comme en matière d'enregistrement.

Feront exception :

Les actions et parts qui, avant novembre 1942, se négociaient à la commission ou à l'office et ne faisaient l'objet d'aucune cotation officielle sur les bourses métropolitaines au parquet ou en coulisse.

ART. 7. — Les négociations sur rentes françaises ne pourront faire l'objet d'aucun fractionnement.

ART. 8. — Les valeurs mobilières dont le service des arrérages ne peut être assuré en Afrique française devront, pour être négociables, être munies de tous les coupons et droits échus depuis le 8 novembre 1942, sauf décision particulière de la commission ou de l'office.

ART. 9. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 10 mars 1943.

H. GIRAUD.

**Fête nationale**

14 juillet 1943

**RECTIFICATIF** à l'ordonnance du 8 juillet 1943 relative à la Fête Nationale du 14 juillet 1943 publiée au J. O. Togo du 1<sup>er</sup> août 1943.

Partout où il y a :

6 juillet 1943;

Lire :

8 juillet 1943.

Aux attendus du même texte :

Au lieu de :

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,  
Sur la proposition du Commissaire au Travail et à la Prévoyance Sociale;

Lire :

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,  
Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité Français de la Libération Nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création des Commissariats du Comité Français de la Libération Nationale;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1943 organisant la suppléance d'un des Présidents du Comité Français de la Libération Nationale;

Vu la délibération en date du 3 juillet 1943 constatant l'absence de l'un des deux Présidents du Comité Français de la Libération Nationale;

Sur la proposition du Commissaire au Travail et à la Prévoyance Sociale;

Après Général DE GAULLE,

Au lieu de :

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire au travail,  
et à la prévoyance sociale,*

Adrien TIXIER.

*Lire :*

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire au travail,  
et à la prévoyance sociale,  
commissaire à l'intérieur p. i.,*

Adrien TIXIER.

*Le commissaire aux colonies,  
R. PLEVEN.*

## ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

### Biens séquestrés

N° 2501 F. A. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire de la République au Togo en date du :

16 juillet 1943. — Sont placés sous séquestre les biens des personnes ci-après désignées :

NUMÉRO D'ORDRE	NOM, PRÉNOMS RÉSIDENCE	NATIONALITÉ	BIENS PLACÉS SOUS SÉQUESTRE	ADMINISTRATEUR séquestre
11	DEUTSCHE TOGO GESELLSCHAFT (D T G) Société ayant son siège à Berlin et agences à Lomé et Atakpamé	Allemande	3 Immeubles à Lomé, à usage de logement, bureaux et boutiques. 1 entrepôt à Atakpamé Créances diverses Marchandises en magasins à Lomé et Atakpamé. Numéraire en caisse et fonds à la caisse des dépôts et consignations.	Receveur enregistrement Lomé

### Taxe de Péréquation

ARRETE N° 2687 SEC./8 du 26 juillet 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
AU TOGO,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté 269/s. E. du 22 février 1942 modifié par l'arrêté 1986 du 3 juin 1942 fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire ou domestique;

Vu l'arrêté 4157/s. E. du 24 novembre 1942 soumettant certaines catégories de tissus aux opérations de péréquation;

Vu l'article 8 de l'arrêté du 3 mars 1920 sur la mise en application par la procédure d'urgence des actes réglementaires;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé l'arrêté 4157/ s. E. du 24 novembre 1942 appliquant la péréquation à certains tissus ou mouchoirs de tête.

ART. 2. — Les tissus énumérés ci-après et référencés suivant la nomenclature annexée à l'arrêté du 22 janvier 1942 modifié le 3 juin 1942 :

- 1° — Percales et shirtings;
- 2° — Guinées et similaires;
- 3° — Imprimés de tous genres;
- 4° — Mouchoirs de tête;
- 5° — Tissus fabriqués partiellement avec des fils teints;
- 7° — Tous tissus de coton pur autres que ceux repris ci-dessus;
- 10° — Tissus de laine pure ou contenant de la laine dans quelque proportion que ce soit;

12° — Tissus de coton et rayonne mélangés;

13° — Tissus de coton et de soie mélangés;

67 bis — Mouchoirs de tête de toutes sortes confectionnés ou non,

subissent une majoration du prix de vente de 5 frs. par mètre et par mouchoir de tête. Cette majoration porte sur tous les tissus en stock, y compris ceux en entrepôt ou en transit, au 1<sup>er</sup> août 1943.

Cette majoration ne s'appliquera qu'à un stade de la distribution soit en gros soit en demi-gros soit au détail. Elle sera due lors de la première vente ou transfert. Les tissus destinés à être vendus sous forme de confection sont soumis à la majoration.

La différence entre les anciens et nouveaux prix sera versée au compte du Gouvernement général ouvert à la B. A. O.

Le montant des sommes dues par chaque détenteur sera calculé au vu d'un relevé établi le 1<sup>er</sup> août 1943.

Ce relevé devra reprendre séparément :

1° — Les tissus qui se trouvaient en stock avant le 1<sup>er</sup> décembre 1942 et n'ayant pas acquitté la taxe de péréquation.

2° — Les tissus en stock au 1<sup>er</sup> décembre 1942 ayant acquitté la taxe de péréquation.

3° — Les tissus importés entre le 1<sup>er</sup> décembre 1942 et le 1<sup>er</sup> août 1943 ayant acquitté la taxe de péréquation lors du dédouanement.

4° — Les tissus importés entre le 1<sup>er</sup> décembre 1942 et le 1<sup>er</sup> août 1943 n'ayant pas acquitté la taxe de péréquation au moment du dédouanement.

ART. 3. — Le service des stocks de chaque colonie sera chargé d'établir le montant des sommes dues par chaque détenteur de stock. Ce relevé sera communiqué à l'agence de la B. A. O. dans chaque chef-lieu de colonie.

ART. 4. — Le prélèvement prévu à l'article 2 effectué au profit du compte du Gouvernement général sur les tissus en stocks au 1<sup>er</sup> août 1943 ne rentrera pas en ligne de compte pour le calcul des pourcentages (frais généraux et bénéfices) retenus pour déterminer le prix de gros, demi-gros ou détail sauf en ce qui concerne les tissus ayant acquitté la taxe de péréquation au moment du dédouanement pour lesquels la majoration entrera pour le calcul des pourcentages indiqués plus haut.

ART. 5. — La taxe de transaction sera applicable à cette majoration.

ART. 6. — Le paiement des sommes dues par chaque détenteur de stocks sera effectué d'après les déclarations de vente du mois sur le stock considéré. Ces déclarations qui devront être établies suivant le même processus prévu à l'article 2 pour la déclaration des stocks seront adressées au service des stocks de chaque colonie qui avisera la B. A. O. de la somme due par chaque commerçant.

Après versement le récépissé ou un duplicata délivré par la banque sera adressé au service des stocks qui l'annexera au relevé remis par le commerçant.

Toutefois dans le but de simplifier les opérations d'encaissement par la banque tout détenteur dans une même colonie d'un stock égal ou inférieur à 30.000 mètres de tissus ou d'unités de mouchoirs à la date de sa déclaration au 1<sup>er</sup> août 1943 devra acquitter en une seule fois le montant dû sur la totalité du stock dans les 10 jours suivant la déclaration de stock au 1<sup>er</sup> août 1943.

Pour les quantités supérieures à 30.000 mètres de tissus ou de mouchoirs ou les deux réunis, le paiement se fera en une fois sur les premiers 30.000 mètres et pour le surplus mensuellement suivant les déclarations de vente et jusqu'à concurrence du montant dû.

ART. 7. — En cas de force majeure, incendie ou toute autre cause entraînant la perte de tout ou partie du stock déclaré les montants dus au titre de cette majoration seront réduits en proportion de la perte du stock. Les sommes qui auraient été payées par anticipation sur les quantités perdues seraient remboursées par le compte du Gouvernement général ouvert à la B. A. O.

ART. 8. — Le prix de vente des tissus appartenant aux catégories reprises à l'article 2 et importés après le 1<sup>er</sup> août 1943 sera également majoré de 5 frs. par mètre ou par mouchoir.

Cette majoration n'entrera pas en ligne de compte pour le calcul des pourcentages (frais généraux et bénéfices) retenus pour déterminer le prix de vente en gros, demi-gros ou détail.

Le versement au compte du Gouvernement général à la B. A. O. des sommes dues devra être effectué dans les conditions indiquées à l'article 6 du présent arrêté. Le service de réception des marchandises en provenance des pays alliés devra adresser au service local des stocks, lors de la répartition des tissus importés entre les divers tributaires de la colonie, un exemplaire de la répartition indiquant le métrage et l'espèce du tissu mis à la disposition de chaque commerçant. Au vu de ce document le service local des stocks procédera comme il est prescrit à l'article 3 ci-dessus.

Les marchandises en transbordement et en transit seront soumises aux formalités précitées dans le lieu de destination au moment de la vente en gros, demi-gros, détail.

ART. 9. — Les infractions au présent arrêté seront punies conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939 des peines prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 10. — Les gouverneurs des colonies du groupe et le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de la République française au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'article 3 de l'arrêté du 3 mars 1920.

Dakar, le 26 juillet 1943.

P. COURNARIE.

(Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local n° 438 Cab. du 13 août 1943).

### Commerce extérieur

ARRETE N° 2785 S. E. C. du 3 août 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
AU TOGO,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F.;

Vu la loi du 11 juillet 1938 portant organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, promulgué par l'arrêté du 24 mai 1939;

Vu le décret du 5 décembre 1939 portant délégation de pouvoirs aux chefs de colonie pour réglementer l'exportation des produits coloniaux;

Vu le décret du 2 janvier 1920 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires en A. O. F., ensemble l'arrêté général du 3 mars 1920 notamment en son article 3;

Sous réserve d'approbation ultérieure en commission permanente du conseil de Gouvernement;

### ARRÊTE :

I — ORGANISATION DU COMITÉ DU COMMERCE EXTÉRIEUR

ARTICLE PREMIER. — Il est créé en A. O. F. un comité du commerce extérieur rattaché à la direction générale des services économiques à Dakar et qui est chargé d'assurer provisoirement les opérations d'importations et d'exportations de l'A. O. F. et du Togo en provenance ou à destination des pays alliés ou neutres. Le comité du commerce extérieur est représenté dans chacun des principaux ports ou points de transit international de l'A. O. F. et du Togo.

ART. 2. — Le comité est seul qualifié pour :

vendre ou faire vendre dans les pays alliés ou neutres les produits ou marchandises disponibles à l'exportation;

placer ou faire placer dans les pays alliés ou neutres les commandes de produits, marchandises ou objets nécessaires au ravitaillement de la population et à la vie économique de la fédération, Togo compris;

suivre l'exécution de ces commandes;

répartir entre les territoires intéressés les produits ou marchandises importées et les contingents à fournir à l'exportation;

proposer au gouverneur général les prix d'achat et de vente;

procéder en accord avec la direction générale des finances aux opérations financières se rattachant aux importations et aux exportations;

notifier aux autorités compétentes les marchandises ou produits devant bénéficier des priorités de transports par eau, fer ou route.

ART. 3. — Le comité est administré et dirigé par :  
Un conseil de gestion,  
Un directeur.

ART. 4. — Le conseil de gestion est composé :  
du directeur général des services économiques, *président*,

du directeur des transports maritimes,

du directeur des douanes,

et de 7 membres désignés par les chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie de la fédération à raison d'un représentant pour chacune des colonies, territoires ou groupes de colonies suivants :

Circonscription Dakar,

Groupe Sénégal — Mauritanie,

Colonie Soudan,

Colonie Guinée,

Colonie Côte d'Ivoire,

Territoire du Togo,

Groupe Dahomey — Niger.

Le conseil de gestion est chargé d'élaborer les décisions d'ensemble sur toutes les matières de la compétence du comité.

Les décisions du comité sont prises à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante.

La plus grande latitude est laissée au conseil de gestion dans le choix des moyens propres à assurer sa mission. Il pourra notamment, suivant la conjoncture du moment, confier aux importateurs habituels le soin de réaliser à l'étranger les commandes qu'il aura placées à leur sujet, il pourra exiger toutes garanties particulières qu'il estimera utiles. En toutes circonstances, les importateurs peuvent prospector les marchés extérieurs sans autorisation préalable du comité et sans aucun engagement de sa part quant à la conclusion qui pourra être donnée aux propositions faites en suite de ces recherches.

Le conseil de gestion se réunit au moins une fois par mois.

Le directeur du comité assiste aux séances du conseil de gestion qui peut s'adjoindre toute personnalité ou tout fonctionnaire dont l'avis lui paraît nécessaire à recueillir. Le directeur du comité et les personnes étrangères au conseil ont voix consultative seulement.

ART. 5. — Le directeur du comité est nommé par le gouverneur général.

Il assure sous le contrôle du conseil de gestion la bonne marche du comité. Il prend à charge d'en rendre compte au conseil de gestion à sa plus prochaine réunion toutes initiatives sur des questions qui n'auraient pas encore fait l'objet de décisions du comité. Il est chef des services d'administration centrale du comité ainsi que des représentants du comité dans les colonies.

Il poursuit le règlement financier des affaires d'importation et d'exportation traitées par le comité.

ART. 6. — Le comité est représenté dans chacun des principaux ports ou points de transit international de la fédération par un fonctionnaire nommé par le

gouverneur général, après consultation des gouverneurs intéressés. Ce représentant assure la défense permanente des intérêts du comité, il obtient décharge des chambres de commerce ou autres organismes pour les marchandises confiées à leurs soins, il veille au paiement de celles-ci, il assure la liaison entre la direction du comité et les assemblées consulaires et tous organismes économiques, syndicats et associations de la colonie.

## II — IMPORTATIONS — EXPORTATIONS

ART. 7. — Le comité confie tout ou partie des opérations d'importation et d'exportation aux chambres de commerce, qui s'organiseront à cet effet.

Le conseil de gestion détermine en ces matières les attributions des chambres de commerce ou de tous organismes créés par elles pour assurer la charge qui leur incombe. Les chambres de commerce prennent à leur charge les frais qui résultent de ces nouvelles attributions.

ART. 8. — Les chambres de commerce ci-après sont désignées pour fonctionner comme prévu à l'article précédent.

Dakar, pour le groupe circonscription de Dakar-Sénégal, Mauritanie-Soudan.

Conakry, pour la Guinée.

Abidjan, pour la Côte d'Ivoire.

Lomé, pour le Togo.

Cotonou, pour le groupe Dahomey-Niger.

## III — DISPOSITIONS SPÉCIALES POUR L'EXPORTATION

ART. 9. — Le directeur du comité du commerce extérieur notifie à chaque représentant la nature, l'espèce, la qualité, la quantité et le prix de chaque marchandise à exporter au cours d'une période donnée.

Le représentant du comité notifie ces renseignements :

a) A la chambre de commerce habilitée à répartir entre les commerçants les quantités à fournir;

b) Au directeur local du service des transports;

c) Au chef du service local des transports maritimes.

ART. 10. — Sauf instructions spéciales du directeur du comité le paiement des produits et marchandises s'effectue sur la base des valeurs FOB homologuées.

Seuls sont admis à la livraison les produits ou marchandises qui répondent strictement aux normes de conditionnement déterminées par les textes ou les spécifications des marchés concernant chaque produit offert.

Sans préjudice du contrôle obligatoire exercé, en vertu des règlements de rachat sur les produits rachetés, les chambres de commerce et les représentants du comité sont habilités à soumettre les produits à l'examen des services locaux de conditionnement et à faire procéder aux frais des exportateurs aux expertises et contre expertises jugées nécessaires.

Sauf dispositions contraires des contrats d'achat, les réfections de qualité supportées par la marchandise ou le produit à l'arrivée à destination et imputables à un fait du vendeur sont laissées à son compte.

Le représentant du comité procède s'il y a lieu, aux formalités d'assurance et au paiement des frêts pour le compte de l'acheteur.

Dans les limites qui lui sont précisées par le directeur du comité du commerce extérieur le représentant du comité est habilité à faire procéder au règlement des marchandises effectivement embarquées après reconnaissance des quantités et qualités.

#### IV — DISPOSITIONS SPÉCIALES POUR L'IMPORTATION

ART. 11. — Sur instructions du directeur du comité les chambres de commerce de l'A. O. F. et du Togo procèdent, dans leur ressort, au recensement des besoins en marchandises. En collaboration avec les services administratifs locaux, les syndicats professionnels et les autres assemblées consulaires, elles examinent les besoins exprimés et, après étude et groupage, transmettent à la direction du comité les commandes jugées nécessaires.

Ces commandes doivent porter, outre les justifications indispensables, toutes les spécifications commerciales habituelles (nature de la marchandise, emballage, poids, qualité, etc...). Chaque fois que ce sera possible, des échantillons seront joints à la commande. Eventuellement pour des marchandises spécialisées et pour celles dont la réalisation sera laissée aux particuliers (dans les conditions de l'article 4) le nom et l'adresse du fournisseur devront être précisés.

Le directeur du comité après examen des commandes, retient celles qui présentent un intérêt suffisant et qu'il est possible de satisfaire. La suite donnée à chaque commande est notifiée dès que possible à la chambre de commerce intéressée.

Pour les marchandises importées par ses soins, le comité, après avoir groupé les commandes de même espèce, en assure le placement au mieux des possibilités du moment et aux meilleures conditions.

Il en fait assurer dans les meilleurs délais, la livraison au port de destination, directement si possible, en transit le cas échéant par un autre port désigné par lui.

ART. 12. — Au cas où la commande aurait été passée pour la satisfaction de l'ensemble des besoins d'un territoire, la marchandise sera mise à la disposition des attributaires conformément aux répartitions faites par la chambre de commerce du port d'importation selon les modalités habituelles.

ART. 13. — Le directeur du comité peut décider le versement par les importateurs d'accréditifs dont le montant ne peut dépasser 75% du total de la commande.

ART. 14. — La chambre de commerce intéressée fait établir s'il y a lieu au moment du débarquement tout constat d'avaries et prend les réserves nécessaires dans l'intérêt de la marchandise ou des destinataires.

Au vu des documents, elle donne décharge au représentant du comité. Elle garantit le règlement intégral des factures et des débours du comité et en récupère le montant des attributaires contre remise du bon à enlever.

Elle assure le versement des sommes dues au compte du Gouvernement général.

#### V — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

ART. 15. — Les frais d'administration du comité, autres que ceux désignés à l'article 7, sont à la charge du budget général.

ART. 16. — Le personnel de l'office est choisi soit parmi les fonctionnaires, soit parmi les agents des sociétés et entreprises particulières requis à cet effet s'il est besoin.

Les fonctionnaires mis à la disposition du comité à Dakar sont affectés pour ordre à la direction générale des services économiques. Les fonctionnaires collaborant dans les colonies à la gestion du comité demeurent à la charge des budgets locaux. Les traitements et avantages des agents commerciaux requis pour servir au comité sont fixés par décisions du gouverneur général.

ART. 17. — Les restrictions apportées à l'importation et à l'exportation par le présent arrêté ne sont pas applicables aux colis familiaux n'ayant aucun caractère commercial.

ART. 18. — Les infractions au présent arrêté et aux décisions qui en découleront sont passibles des peines prévues par la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et les décrets d'application.

ART. 19. — Le présent arrêté, vu l'urgence, est rendu immédiatement exécutoire sous réserve d'approbation ultérieure en commission permanente du conseil de Gouvernement.

ART. 20. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de la République française au Togo, le directeur général des services économiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'article 3 de l'arrêté général du 3 mars 1920.

Dakar, le 3 août 1943.

P. CURNARIE.

(Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local n° 438 Cab. du 13 août 1943).

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Surveillance des prix

N° 414 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

24 juillet 1943. — Est fixé à dix-sept francs soixante-cinq centimes (17 frs. 65) le prix du kilogramme de sucre en poudre autorisé par la commission des prix dans sa séance du 22 juillet 1943 et dont le prix de péréquation a été fixé à 14 francs le kilogramme par arrêté général n° 2043 S. E. C./5 du 7 juin 1943 sauf exceptions prévues audit arrêté général.

Toute vente de sucre en poudre à un prix supérieur à celui fixé ci-dessus, sera considérée comme hausse illicite des prix et sanctionnée des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

N° 417 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du 31 juillet 1943 :

Sont approuvés les prix autorisés par la commission des prix dans sa réunion du 26 juillet 1943.

Toute vente des produits intéressés à des prix supérieurs à ceux fixés, sera considérée comme hausse illégitime des prix et sanctionnée des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.



Prix de vente approuvé par arrêté n° 417 C. P. S. du  
31 juillet 1943.

Cie. F. A. O.

	frs.
Assiettes aluminium — La pièce	21,25
Porte papier hygiénique — La pièce	49,25
Poudre de riz parfumée — La boîte	15,50
Porte carte — La pièce	6,—
Pinceaux à colle — La pièce	2,50
Puzzle Pétain — La pièce	27,—
Jeux de Rutibaga — La pièce	34,—
Eau de COLOGNE Orsay 1002 90° — Le flacon	50,—
Eau de Cologne Orsay Ambree 90° — Le flacon	68,75
Extrait trophée en écrin 90° — Le flacon	295,—
Extrait trophée en écrin 90° — Le flacon	575,—
Extrait trophée Milord en écrin — Le flacon	295,—
Extrait le Dandy en écrin 90° — Le flacon	295,—
Poudre de riz secret d'Orsay — Le tube	118,—
Rouge à lèvres corolado — Le tube	60,50
Rechange rouge à lèvres corolado — Le tube	30,25
Poudre de riz naturelle — La boîte	15,—
Kalmine boîte 1 cachet — La boîte	1,50
Kalmine boîte 2 cachets — La boîte	3,—
Kalmine boîte 6 cachets — La boîte	8,50
Comprimés Méaspirine — Le tube	7,—
Comprimés aspirine — Le tube	6,—
Boutons doubles série nikalu — La pièce	14,25
Boutons béquilles série nikalu — La pièce	14,25
Boutons doubles série nikalu — La pièce	15,25
Boutons béquilles nikalu — La pièce	16,50
Boutons chamettes N° 3505 — La pièce	25,—
Patin caoutchouc pour bicyclette — La pièce	3,50
Eau de Cologne Gilot 70° — Le flacon	196,25
Lotion chypre c/s N° 1 70° — Le flacon	73,—
Lotion chypre c/s N° 2 70° — La douzaine	61,75
Lotion chypre c/s N° 3 70° — La douzaine	58,25
Parfum Geranium de James et Ma — La douzaine	23,25
Parfum fleur de Soudan 90° — La douzaine	47,50
Parfum Flora Rosa 80° — La douzaine	125,—
Extrait heure mauve 70° — La douzaine	118,50
Lotion fleur d'Azur 70° — La douzaine	132,75
Lotion 6 fleurs 70° — La douzaine	114,25
Jasmin Rose Oeillet 70° N° 1012 — Le flacon	33,50
Pipes en terre blanche — La caisse	406,75
Cadenas 420 × 50 m/m — La douzaine	78,—
Cadenas 34/50 m/m — La douzaine	164,25
Couteaux de poche N° 324 — La douzaine	149,—
Pommade blanche Lautier — La douzaine	57,75
Moutarde Grey poupon — Le pot	19,25
Condiments au vinaigre Cavia — Le flacon	15,—
Clarinettes — La pièce	1.045,—
Saxophone — La pièce	2.493,—
Seaux émaillés 28 c/m — La pièce	104,—
Seaux avec couvercle à bouton — La pièce	127,—
Chaine à rouleaux pour 44 × 45 — La pièce	2.754,50
Rouleaux pour la chaine — La pièce	23,40
Rouleaux axes pour la chaine — La pièce	23,40
Rouleaux pour la chaine — La pièce	59,05
Carbo — Le kilogramme	13,95
Carbure de Calcium — Le kilogramme	9,35
Classeurs — La pièce	32,55
Catalogue timbre — La boîte	234,25
Cire à cacheter — La pièce	38,90
Plumes en verre — La pièce	5,20
Pinceaux à colle — La pièce	2,35
Médaille Maréchal Pétain — La pièce	7,90
Plumes assorties Lot — La boîte	39,35
Parfum Adam 70° — Le flacon	16,10
Eau de Cologne Adam 70° — Le flacon	175,—
Eau de Cologne Adam 70° — Le flacon	114,05
Crème de beauté — Le pot	46,15
Parfum LAYL FI Assauraa — Le flacon	34,30
Attache — La boîte	1,50
Gardes — La pièce	2,05
Classeurs — La pièce	33,60
Enveloppes entoilées — La pièce	6,75
Dossier avec élastiques — La pièce	23,65
Registre N° 332 — La pièce	60,15
Chemises — La pièce	2,65
Volume de la Librairie Feuri — La pièce	134,40
Crayon Viking Rolfe N° 148 — La douzaine	62,—
Repertoires pour Relieurs — La pièce	10,—
Etui à Cigarettes métal doublé — La pièce	650,25
Etui à Cigarettes plat 2083 A — La pièce	704,—
Etui à Cigarettes Chromé 2070 — La pièce	523,25
Etui à Cigarettes laqué doublé — La pièce	319,—

	frs.
Etui à Cigarettes laqué doublé 4058 — La pièce	319,—
Colliers bijouterie fausse — La pièce	98,50
Bracelets bijouterie fausse — La pièce	65,60
Règles doubles décimètres en bois — La pièce	1,35
Sous main écolier — La pièce	12,10
Pierres à briquet boîte × 100 — L'étui	7,50
Pierres à aiguiser — La pièce	14,—
Rouge à lèvres Tattee — La pièce	34,50
Encre en poudre — L'étui	8,60
Poignée caoutchouc pour vélo — La pièce	12,25
Classeurs — La pièce	38,65
Chemises 40/27 — La pièce	3,10
Papier d'emballage — Le kilogramme	46,60
Papier d'emballage — Le kilogramme	47,—
Pièces détachées pour locomotive — Le lot	134.309,30
Lavabos gr. 55 × 43 complet — La pièce	1.434,30
Egouttoir hêtre 50 × 50 — La pièce	275,50
Egouttoir hêtre Grés 40 × 40 — La pièce	192,75
Machine à écrire JAPY — La pièce	12.897,50
Fer à repasser Tailleur — La pièce	92,50
Presse Citron grand modèle — La pièce	51,—
Presse Citron petit modèle — La pièce	46,25
Pièces verrous grand modèle — La pièce	20,75
Verrous moyen modèle — La pièce	16,25
Verrous petit modèle — La pièce	11,50
Sorbetières — La pièce	528,25
Nitrate de potasse — Le kilogramme	18,10
Boulons 18 × 42 — Le 100	719,50
Boulons 20 × 35 — Le 100	144,25
Boulons 20 × 65 — Le 100	776,50
Boulons 20 × 70 — Le 100	816,15
Boulons 20 × 95 — Le 100	910,50
Boulons 20 × 80 — Le 100	833,50
Boulons 20 × 95 — Le 100	910,50
Boulons 22 × 55 — Le 100	952,75
Boulons 22 × 65 — Le 100	999,75
Boulons 22 × 65 — Le 100	999,75
Boulons 22 × 150 — Le 100	1.406,50
Boulons 24 × 110 — Le 100	1.476,—
Pantalons — La pièce	291,60
Pantalons blancs — La pièce	324,15
Pantalons — La pièce	358,20
Blousons — La pièce	408,15
Blousons — La pièce	647,25
Pyjamas — La pièce	291,55
Pyjamas 4 ans — La pièce	165,90
Pyjamas 9 ans — La pièce	186,55
Pyjamas Vichy — La pièce	308,20
Barboteuses 18 — La pièce	98,30
Torchons — La pièce	27,10
Tabliers bay — La pièce	48,35
Service Vichy 6 couverts — La pièce	183,25
Short kaki — La pièce	124,95
Short — La pièce	124,95
Short enfants — La pièce	116,65
Pantalons — La pièce	253,25
Contre torpilleur — La pièce	1.890,—
Jeux de construction — La pièce	1.181,50
Jeux divers grand modèle — La pièce	708,75
Jeux divers petit modèle — La pièce	472,50
Camions — La pièce	413,50
Grue mécanique — La pièce	354,50
Manège avions — La pièce	189,—
Boîte tapisserie — La pièce	295,50
Boîte tapisserie — La pièce	236,25
Poupées — La pièce	590,75
Canot automobile petit modèle — La pièce	492,50
Canot automobile grand modèle — La pièce	590,75
Poupon — La pièce	492,50
Funiculaire Renault — La pièce	236,25
Boîte Jeux divers grand modèle — La pièce	141,75
Boîte Jeux divers petit modèle — La pièce	94,50
Ane monté sur roues — La pièce	354,50
Panoplie de Soldat — La pièce	354,50
Multimoteur grand modèle — La pièce	189,—
Multimoteur petit modèle — La pièce	141,75
Valise grande — La pièce	35,50
Valise petite — La pièce	23,75
Citroëns — La pièce	94,50
Garçons — La pièce	236,25
Poupées — La pièce	236,25
Toupies fer blanc — La pièce	117,50
Jeux Eureka — La pièce	47,25
Jeux Dinettes — La pièce	35,50
Autobus — La pièce	71,—
Ours Peluche — La pièce	225,—
Chien Peluche — La pièce	177,75

	frs.
Chien Peluche — La pièce	165,50
Jeux architecture grand — La pièce	165,50
Jeux architecture petit — La pièce	82,75
Jeux architecture moyen — La pièce	118,25
Jeux Domino — La pièce	47,25
Lapin Peluche — La pièce	71,—
Pierrots Peluche — La pièce	71,—
Chien Peluche — La pièce	59,—
Chien Peluche — La pièce	47,25
Attelage de bœufs — La pièce	59,—
Puzzle GM — La pièce	94,50
Puzzle MM — La pièce	59,—
Puzzle PM — La pièce	47,25
Jeux Jacquet — La pièce	59,—
Autos — La pièce	47,25
Canot celluloid — La pièce	47,25
Boîte sur 3 automobiles — La pièce	94,50
Automobiles — La pièce	23,75
Seaux pour enfants — La pièce	35,50
Fusiliers marins — La pièce	47,25
Jeux Lotto — La pièce	35,50
Stockets — La pièce	23,75
Stockets — La pièce	12,—
Crèche — La pièce	23,75
Boîte Jetons — La pièce	12,—
Rivets 6 × 30 — Le 100	14,90
Rivets 8 × 30 — Le 100	26,30
Rivets 12 × 30 — Le 100	55,80
Rivets 12 × 35 — Le 100	61,40
Rivets 12 × 40 — Le 100	69,75
Rivets 12 × 45 — Le 100	75,35
Rivets 14 × 35 — Le 100	90,05
Rivets 14 × 50 — Le 100	114,25
Rivets 18 × 50 — Le 100	167,70
Rivets 20 × 60 — Le 100	217,30
Rivets avec bavure Réf. 259 — Le 100	219,45
Rivets 20 × 65 — Le 100	234,40
Rivets 20 × 70 — Le 100	255,70
Rivets 22 × 65 — Le 100	273,25
Rivets 22 × 75 — Le 100	304,80
Rivets 22 × 120 — Le 100	441,50
Rivets 22 × 150 — Le 100	536,10
Rivets 24 × 70 — Le 100	367,85
Rivets galv. avec rondelles — Le 100	471,55
Rivets 10 × 120 — Le 100	355,10
Baguette cuivre rouge pur rec — La pièce	3,60
Baguette cuivre 0 m 80 × 4 m/m — La pièce	5,—
Grande Flûte d'occasion — La pièce	2.661,85
Hautbois d'occasion — La pièce	2.457,10
Pupitre avec bague pour clarinette — La pièce	60,75
Pupitres pour instruments divers — La pièce	40,95
Flacon encre noire — Le flacon	22,40
Flacon encre bleue noire — Le flacon	13,80
Flacon encre bleue noire — Le flacon	7,60
Flacon encre à tampon noire — Le flacon	9,50
Résine — Le kilogramme	10,65
Corned beef — La boîte	20,65
Bœuf à la gelée — La boîte	19,—
Bœuf en sauce — La boîte	28,95
Pipes en terre blanche N° 920 — La caisse	378,85
Pipes en terre blanche N° 817 — La caisse	449,30
Pipes en terre blanche N° 1198 — La caisse	443,30
Bordelaise Vinaigre de Vin 226 — Le litre	14,25
Barrique Vinaigre de vin 70 230 — Le litre	13,50
Siphons plomb étiré série nor — La pièce	31,—
Vin apéritif 150 — Le litre	60,25
Pâtes alimentaires — Le paquet	22,90
Tripes mode de Caen — La boîte	26,95
Le Lion Concentré de Tomates — La boîte	259,40
Peinture rouge vif antirouille — Le kilogramme	40,—

	Fr.s
Pipes en bois droites N° 201 — La douzaine	97,50
Pipes en bois droites N° 202 — La douzaine	81,25
Pipes en bois courbées N° 203 — La douzaine	97,50
Pipes en bois droites N° 906 — La douzaine	113,75
Pipes en bois droites N° 909 — La douzaine	113,75
Pipes en bois droites N° 911 — La douzaine	113,75
Pipes Véritable Bruyère 1er Choix — La pièce	79,—
Pipe Bruyère — La douzaine	213,50
Bleu Destrée c/s × 20 btes. × 5 paquets — La boîte	60,50
Bleu destrée c/s × 50 btes × 5 pts. 10 c/m — La b.	60,50
Encre rouge en poudre — Le tube	3,75
Bitumastic — Le kilogramme	30,50
Hexachlorethine en poudre — Le kilogramme	20,50
Styx tue-mouches — Le cachet	2,70
Styx anti moustiques — La boîte	11,75
Pinceaux badigeon mixte sup. 52 m/m — La pièce	58,75
Pinceaux badigeon mixte sup. 57 m/m — La pièce	77,50
Pinceaux Marseillais — La pièce	40,—
Pinceaux brosse à panneaux — La pièce	20,—
Pinceaux brosse N° 6 — La pièce	28,75
Pinceaux brosse N° 8 — La pièce	37,75
Papier Marabout — Le 100	10,50
Papier Marabout — Le 100	16,—
Papier Marabout — Le 100	9,25
Anisettes MBH — La bouteille	106,—
Santal Oil N° 100 — La douzaine	19,—
Champagne Moët et Chardon Whi — La bouteille	116,—
Champagne grd. Gremant — La bouteille	136,75
Champagne brut imp. SA — La bouteille	136,75
Champagne 1934 — La bouteille	170,25
Cognac Hennessy — La bouteille	124,75
Blanc de Casque — Le pain	1,60
Extrait assortis 80° — Le flacon	50,—
Thé Garfield — La boîte	11,50
Minium de plomb — Le kilogramme	19,—
Sel gomme fin poche × 150 grs. — Le kilogramme	41,50
Sirop Elisir Guilli 40° — Le flacon	20,75
Laiton à douillage 115 × 35 c/m — Le kilogramme	92,75
Sirop Roche — Le flacon	44,—
Bleu Guimet en cylindre — Le kilogramme	50,50
Brai de Houilles — Le kilogramme	8,—
Cresyl — Le kilogramme	11,75
Seaux à douche en tôles galvanisées — La pièce	166,—
Encre bleue noire — Le flacon	43,—
Série × 5 pièces Casseroles × 12 — La série	169,—
Saint Raphaël quinquina N° 15° — La bouteille	62,50
Bicarbonate de soude paquet — Le paquet	25,50
Bleu d'Outre-mer c/ × 100 boîtes × 50 sa — La b.	63,50
Limes à ongles — La pièce	13,—
Pâte dentifrice Dentol — Le tube	12,—
Briquets Amadou — La pièce	151,70
Fleur artificielle 105 — La pièce	87,55
Fleur artificielle 111 — La pièce	87,55
Fleur artificielle 116 — La pièce	110,40
Huile d'arachides Rusfrique « COQUA » — Le l.	30,—
Vichy A. B. — Le mètre	32,75
Vichy A. O. F. — Le mètre	29,75
Crétone 2417 — Le mètre	25,80
Zéphir 2815 — Le mètre	16,90
Covercoat — Le mètre	55,35
Vichy 1722 60 c/s — Le mètre	21,85
Pare poussière A. O. F. 150 c/m — Le mètre	57,50
Calicot blanc 80 c/m — Le mètre	22,70
Serge blanc 70 c/m — Le mètre	32,20
Calicot blanc 78 80 c/m — Le mètre	25,70
Tissus dégravés N° 645 — Le mètre	37,—
Crétone écrue 80 c/m N° 43 — Le mètre	27,35
Longotte écrue 85 c/m N° 44 — 22 — Le mètre	24,90
Mouchoirs sénégalais 84 × 83 — Le mètre	52,—
Fil à coudre coton blanc 2 fils — La bobine	9,40



	Frs.
Coton filé blanc N° 20 A — L'écheveau	10,90
Tissus pagné coton pur 80 c/m — Le mètre	68,45
Mouchoirs de tête tabora — La pièce	208,75
Mouchoirs de tête Rhodesia — La pièce	195,75
Vichy 72 c/m — Le mètre	24,75
Marmites hautes de 22 c/m — La pièce	56,90
Marmites hautes de 15 c/m — La pièce	45,10
Marmites basses de 22 c/m — La pièce	51,40
Marmites basses de 20 c/m — La pièce	45,10
Marmites basses de 18 c/m — La pièce	40,15
Marmites basses de 14 c/m — La pièce	33,25
Terrines de 22 c/m — La pièce	51,35
Terrines de 20 c/m — La pièce	45,10
Terrines de 18 c/m — La pièce	40,15
Terrines de 14 c/m — La pièce	33,25
Pots de 1 litre 750 — La pièce	20,15
Pots de 1 litre 500 — La pièce	18,35
Pots de 1 litre — La pièce	17,—
Pots de 1 litre 200 grammes — La pièce	10,65
Pots mécaniques de 1 litre — La pièce	15,10
Pots à Yogourt — La pièce	10,15
Flacons de 125 grammes — La pièce	7,60
Gargoulettes de 3 litres — La pièce	29,50
Gargoulettes de 2 litres — La pièce	25,05
Gargoulettes de 1 litre 500 — La pièce	22,55
Gargoulettes de 1 litre — La pièce	20,05

**S. O. O. A.**

Mine de Rechange — L'étui	6,15
Chery Cognac — La bouteille	85,50
Couteaux de poche — La pièce	6,75
Couteaux de poche — La pièce	7,50
Couteaux de poche — La pièce	8,15
Couteaux de poche — La pièce	10,50
Couteaux de poche — La pièce	4,45
Thé Médecinal — Le paquet	18,—
Crème Takalon — Le paquet	29,50

**Ets. R. EYCHENNE**

Fil de lin sur bobines — Le kilogramme	357,50
Fûts métalliques — Le fût	364,—

**FOUAD JAZZAR**

Ardoises en carton — La pièce	7,75
Crayon d'ardoises — La pièce	1,25
Papiers carbone — La boîte	398,65
Rubans à machine — La pièce	84,25
Poudre de talc — Le paquet	6,95

NOTA. — Les prix des tissus et mouchoirs de tête comprennent la majoration de 5 francs par mètre et par mouchoir de tête prévue par l'arrêté n° 492 SEC. du 4 février 1942 au titre de la taxe de péréquation des tissus.

N° 425 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du 5 août 1943 :

Sont approuvés les prix autorisés par la commission des prix dans sa séance du 4 août 1943.

Toute vente des produits intéressés à des prix supérieurs à ceux fixés sera considérée comme hausse illicite des prix et sanctionnée des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

PROCES-VERBAL approuvé par arrêté n° 425 C.P.S. du 5 août 1943.

**S. G. G. G.**

	Frs.
Extrait Duo N° 17 A — Le flacon	541,—
Extrait Duo N° 17 — Le flacon	283,—
Extrait Trophée N° 96 A — Le flacon	439,90
Extrait Dandy N° 16 A — Le flacon	541,80
Extrait Trophée N° 96 — Le flacon	249,15
Extrait Dandy N° 16 — Le flacon	283,15
Extrait Milord N° 86 — Le flacon	249,15
Extrait belle de jour N° 19 H. O. — Le flacon	232,15
Arôme 3 N° 301 — Le flacon	100,10
Arôme 3 N° 302 — Le flacon	190,70
Rouges à lèvres — Le tube	45,30
Rouges à lèvres (Rechange) — Le tube	22,65
Eau dentifrice N° 175 — Le flacon	28,30
Brillantine — Le flacon	13,15
Poudre de toilette — La boîte	30,15
Eau de Cologne d'Orsay N° 100 CG — Le flacon	313,30
Eau de Cologne d'Orsay N° 1002 — Le flacon	54,75
Eau de Lavande d'Orsay N° 1002 — Le flacon	54,75
Eau de Cologne Ambrée N° 221 — Le flacon	75,45
Coffret de 3 fl. Parfum d'Orsay — Le coffret	472,—

**U. A. C.**

Cigarettes Nationales — Le paquet	6,80
Cigarettes Nationales — La cartouche	170,—

**S. C. O. A.**

Cigarettes Nationales — Le paquet	6,80
Cigarettes Nationales Monogramme — Le paquet	7,45
Tabac national — Le paquet	7,05
Cigarettes Manola — Le paquet	6,85
Cigarettes Dream — Le paquet	10,—
Carton Bitumé — Le rouleau	359,95
Bois Débité — Le m³	4.470,—
Sacs de voyage R. A. 176 — La pièce	650,—
Sacs de voyage R. A. 177 — La pièce	487,50
Sacs de voyage R. A. 178 — La pièce	151,50
Etui à Cigarettes R. A. 179 — L'étui	28,50
Sous-main R. A. 180 — La pièce	433,—
Porte feuilles R. A. 182 — La pièce	170,60
Portefeuilles R. A. 183 — La pièce	137,45
Sacs R. A. 181 — La pièce	438,40
Porte-monnaies R. A. 184 — La pièce	52,10
Porte-monnaies R. A. 185 — La pièce	42,65
Potage complet — La boîte	46,75
Peinture — Le kilogramme	57,—
Plantes médicinales TEI — Le paquet	8,35
Huile d'Arachides « COGRA » — Le kilogramme	30,—

N° 429 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

10 août 1943. — Sont fixés ainsi qu'il suit les prix maxima de vente de sel tout venant et de sel pulvérisé arrivés à l'adresse de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale :

	Frs.
Sel tout venant — Le kilogramme	1,95
Sel tout venant — La tonne	1.950,—
Sel pulvérisé — Le kilogramme	2,25
Sel pulvérisé — La tonne	2.260,—

Toute vente à un prix supérieur à ceux fixés ci-dessus sera considérée comme hausse illégitime de prix et sanctionnée des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

N° 433 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

12 août 1943. — ARTICLE PREMIER. — Sont fixés ainsi qu'il suit les prix maxima de vente de la viande de boucherie dans la commune-mixte de Lomé et les différents cercles du territoire :

	LOMÉ	ANÉCHO	ATAKPANÉ	PALIMÉ	SOKODÉ LAMA-KARA BASSARI	MANGO
<b>1°) BŒUF</b>						
<i>a) Lomé.</i>						
Filet — le kilogr. . . . .	15,—	—	—	—	—	—
Faux filets, rumsteack, entrecôte, culotte et cuisse, — le kilogr. . . . .	13,—	—	—	—	—	—
Epaule, cou, plat de côtes — le kilogr. . . . .	11,—	—	—	—	—	—
Foie, tripes, fressures — le kilogr. . . . .	3,—	—	—	—	—	—
Cervelle, — la pièce . . . . .	5,—	—	—	—	—	—
Langue — le kilogr. . . . .	6,—	—	—	—	—	—
Pieds, — l'un . . . . .	2,50	—	—	—	—	—
<i>b) autres centres.</i>						
1 <sup>re</sup> qualité — le kilogr. . . . .	—	13,—	9,—	15,—	—	8,—
2 <sup>me</sup> qualité — le kilogr. . . . .	—	—	—	—	—	7,—
<b>2°) MOUTON</b>						
1 <sup>re</sup> qualité — le kilogr. . . . .	—	—	9,—	15,—	11,—	—
2 <sup>me</sup> qualité — le kilogr. . . . .	—	—	—	—	9,—	—
<b>3°) PORC</b>						
<i>a) Lomé.</i>						
qualité unique — le kilogr. . . . .	15,—	—	—	—	—	—
<i>b) autres centres.</i>						
1 <sup>re</sup> qualité — le kilogr. . . . .	—	12,—	9,—	15,—	12,—	8,—
2 <sup>me</sup> qualité — le kilogr. . . . .	—	—	—	—	10,—	7,—

ART. 2. — Sont fixés comme suit les prix de vente à Lomé du kilogramme du mouton et du porc vifs :

Mouton . . . . .	frs. 7,—
Porc . . . . .	10,—

ART. 3. — Toute vente à un prix supérieur à ceux fixés ci-dessus sera considérée comme hausse illégitime des prix et sanctionnée des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Sont abrogés :

1° — Le paragraphe 2<sup>e</sup> de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 126 c. p. s. du 24 février 1943 ;

2° — L'arrêté n° 233 c. p. s. du 14 avril 1943 en ce qui concerne les prix des viandes de boucherie ;

3° — L'arrêté n° 311 c. p. s. du 27 mai 1943 fixant les prix du mouton et du porc vifs.

N° 434 c. p. s. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

12 août 1943. — Sont fixés ainsi qu'il suit les prix maxima de vente de deux lots de sel des salins de Siné-Saloum (Sénégal) arrivés à l'adresse de la Société Commerciale de l'Ouest Africain, par les vapeurs « Tours » et « Saint-Basile » des 12 et 24 juin 1943 :

Sel marin « s/s TOURS » — Le kilogramme . . . . .	frs. 2,65
Sel marin « s/s BASILE » — Le kilogramme . . . . .	2,80

Toute vente à un prix supérieur à ceux fixés ci-dessus sera considérée comme hausse illégitime de prix et sanctionnée des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

#### Rachat des produits

DECISION N° 493 A. E. du 27 juillet 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu la décision n° 231 A. E. du 20 mars 1943 désignant une commission chargée de contrôler le poids des produits rachetés ;

Vu la circulaire 335 SEC/4 du 24 juin 1943 du gouverneur général de P. A. O. F. ;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapportée la décision n° 231 A. E. du 20 mars 1943 susvisée.

ART. 2. — Une commission est instituée pour procéder au contrôle des opérations d'exportation de marchandises pour le compte du Gouvernement général.

Cette commission, qui se réunira sur la convocation de son président, est chargée de dresser pour les opérations un procès-verbal mentionnant l'espèce, le poids de la marchandise exportée, la nature, qualité et quantité des emballages.

ART. 3. — La dite commission est composée comme suit :

Le chef du bureau des affaires économiques, chargé du service des échanges commerciaux ou son délégué

*Président*

Le chef du service des douanes ou son délégué,

Un agent du réseau du chemin de fer du Togo désigné par le chef du service des travaux publics et des transports si le chemin de fer ou le wharf participent aux opérations d'exportation,

*Membres*

Le représentant des nations alliées ou son délégué si le produit est exporté à destination des alliés,

Le représentant de la compagnie de navigation si l'exportation est faite par mer,

Les représentants des exportateurs,

L'agent transitaire du service local . *Secrétaire*

ART. 4. — Le chef du service de l'inspection des produits du cru fera également partie de la commission pour les exportations de produits soumises aux règles du conditionnement et il devra mentionner sur le procès-verbal si les produits en cause répondent à ces règles.

ART. 5. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 27 juillet 1943.

*Pour le gouverneur,  
commissaire de la République au Togo,  
Le secrétaire général,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

L. NÉGRÉ.

#### **Logements**

DECISION n° 498 F. du 31 juillet 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations des fonctionnaires des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté général du 6 mars 1943 sur le régime de la solde et des accessoires de solde rendu applicable au territoire par arrêté 316 du 31 mai 1943;

Vu la décision du gouverneur général de l'A. O. F. n° 2160 F. du 10 juin 1943 relatif aux retenues pour logement;

#### **DECIDE :**

ARTICLE PREMIER. — Sont considérés comme bâtiments définitifs et provisoires pour le calcul de la retenue pour logement les bâtiments déjà classés dans cette catégorie en exécution des arrêtés des 9 janvier 1938, 22 janvier 1941 et 5 décembre 1942.

ART. 2. — Toutefois en ce qui concerne les bâtiments définitifs, la retenue de 1/15<sup>e</sup> ne pourra être exercée sur la solde effective des fonctionnaires que si le logement mis à leur disposition comporte le minimum de pièces répondant aux besoins normaux d'un fonctionnaire et de sa famille.

Célibataire . . . . .	2 pièces
Ménage sans enfant . . . . .	3 pièces
Ménage avec 1 ou 2 enfants . . . . .	4 pièces
Ménage avec 3 ou 4 enfants . . . . .	5 pièces
au delà, majoration d'une pièce par 2 enfants.	

Au cas où le logement mis à la disposition des dits fonctionnaires ne comporterait pas le minimum de pièces précité la retenue qui leur sera appliquée sera celle de 1/30<sup>e</sup> prévue pour les logements provisoires.

ART. 3. — Pour les chefs de service qui ont à leur disposition des pièces de réception, ces pièces seront déduites de celles de l'appartement qu'ils occupent pour la détermination du nombre minimum de pièces à prendre en considération pour la consistance de logement.

ART. 4. — La présente décision qui aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1943, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 31 juillet 1943.

P. SALICETI.

#### **Enseignement**

ARRETE N° 424 E. du 5 août 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 portant organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 462 du 25 août 1941 portant organisation de l'école primaire supérieure de Lomé et celui n° 93 E. du 11 février 1943 le complétant;

#### **ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'article 40 de l'arrêté n° 462 du 25 août 1941 portant organisation de l'école primaire supérieure de Lomé est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 40. *nouveau*. — Il est constitué un conseil de perfectionnement de l'école primaire supérieure composé comme suit :

#### **Président :**

Le secrétaire général.

#### **Membres :**

L'administrateur-maire de Lomé,  
Le chef du service de l'enseignement,  
Le chef du bureau des finances,  
Le chef du bureau du personnel,  
Le chef du service de santé,  
Le chef du service des travaux publics,  
Le chef du service de l'agriculture,  
Le chef du service des P. T. T.,  
Le président de la chambre de commerce,  
Le président du conseil des notables,  
Le personnel enseignant de l'école.

ART. 2. — Le secrétaire général et le chef du service de l'enseignement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* du territoire.

Lomé, le 5 août 1943.

P. SALICETI.

N° 506 E. — Par décision du commissaire de la République au Togo en date du 5 août 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre des places mises au concours pour l'admission à l'école primaire supérieure de Lomé en 1943 est fixé à 20 (vingt).

Ce nombre comprendra au maximum trois jeunes filles.

ART. 2. — Le nombre des places mises au concours pour l'admission au cours complémentaire Notre Dame des Apôtres est fixé à 7 (sept).

N<sup>o</sup> 426 E. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du 6 août 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Le montant de l'allocation journalière de nourriture et d'entretien, pour les élèves internes de l'école primaire supérieure de Lomé, est fixé comme suit pour l'année scolaire 1943-1944 :

- 1<sup>o</sup> — Frais de nourriture . . . . . 9 frs., 00
- 2<sup>o</sup> — Frais d'habillement et d'entretien 4 frs., 00
- 3<sup>o</sup> — Frais de logement . . . . . 0 fr., 50

ART. 2. — Le montant de l'avance consentie à l'économe est fixé à 16.000 francs (seize mille francs).

#### Maïs

N<sup>o</sup> 427 Agrop. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

9 août 1943. — La date d'ouverture de la campagne du maïs est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 1943 dans les cercles de Lomé et d'Anécho et la subdivision de Klouto.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

#### Vin

ARRETE N<sup>o</sup> 435 A. E. du 12 août 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;  
Vu la loi du 14 mars 1942 ;

Vu l'arrêté 290 A. E. du 16 mai 1943 soumettant, à nouveau, la vente du vin ordinaire aux mesures de rationnement ;

Vu l'arrêté n<sup>o</sup> 408 du 22 juillet 1943 fixant le mode de vente de certaines denrées de première nécessité en août 1943 ;

Vu le T. O. c./238 du 10 août 1943 du gouverneur général, haut-commissaire ;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les maisons de commerce de Lomé détenant du vin rouge ordinaire devront déclarer leurs stocks au 13 août 1943.

Les déclarations devront être adressées, dans les 24 heures, à l'administrateur-maire de Lomé, chef du service du C. P. S.

ART. 2. — Jusqu'à nouvel ordre, la vente du vin ne pourra être effectuée que sur présentation d'autorisation d'achat délivrée à Lomé par l'administrateur-maire, ailleurs, par les chefs de circonscription.

Ces autorisations seront strictement réservées aux titulaires de cartes d'alimentation à raison de 10 litres par adulte et par mois contre remise par le requérant de la lettre prévue à cet effet au feuillet des denrées diverses ; cette lettre étant U pour le mois d'août. La dite lettre devra être détachée et conservée par l'autorité compétente qui devra exiger la présentation simultanée du feuillet denrées diverses et de la carte d'alimentation.

ART. 3. — Les transferts de vin à l'intérieur ne pourront être effectués que sur autorisations spéciales de transfert délivrées par l'administrateur-maire de Lomé, chef du service du C. P. S.

ART. 4. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera considérée comme hausse illicite et passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 5. — Le procureur de la République, l'administrateur-maire de Lomé, chef du service du C. P. S. et les chefs de circonscription sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui, vu l'urgence, sera publié et rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, au bureau des P. T. T., à la chambre de commerce, dans les bureaux des cercles et tous autres lieux publics.

Lomé, le 12 août 1943.

P. SALICETI.

#### Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux

ADDITIF à l'arrêté n<sup>o</sup> 322/C. D. du 1<sup>er</sup> juin 1943  
relatif à la constitution des provisions destinées au renouvellement des stocks.

Après :

P. SALICETI.

Ajouter :

(Approuvé par arrêté général n<sup>o</sup> 2469 F.3/C. D. du 10 juillet 1943).

### ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

##### Titularisation — Rappel d'ancienneté

N<sup>o</sup> 2573 — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

20 juillet 1943. — Sont titularisés dans leur emploi les commis de 3<sup>e</sup> classe stagiaires du cadre général des services civils des colonies autres que l'Indochine dont les noms suivent qui ont accompli leur année de stage à la colonie :

NOMS ET PRÉNOMS	GRADES	DATE DE TITULARISATION	RAPPELS D'ANCIENNETÉ POUR SERVICES MILITAIRES
CANTAU EDGARD	Cis 3 <sup>e</sup> stag.	15 juin 1943	7 m. 18 j.

##### Nominations

N<sup>o</sup> 2844 — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

5 août 1943. — Les élèves dont les noms suivent pourvus du diplôme de fin d'études de l'école de médecine (promotion 1943) sont nommés dans le cadre organisé par arrêté du 7 mai 1925, et reçoivent les affectations suivantes :

*a) Médecins auxiliaires de 3<sup>e</sup> classe stagiaires :*

M. Ohin Alexandre, Togo.

*b) Médecins auxiliaires de 3<sup>e</sup> classe surnuméraires :*

M.M. Sanvee David, Togo.

Le présent arrêté aura effet pour compter soit de la date de la mise en route soit de la date de la prise de service de chacun des intéressés.

**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Nomination**

Par arrêté n° 428 P. du :

10 août 1943. — M. Dosson Jean, chef de chantier auxiliaire des travaux publics, qui a subi avec succès les épreuves de l'examen institué par décision n° 435 du 6 juillet 1943, est nommé dans le cadre local européen des travaux publics du territoire du Togo en qualité de surveillant de 4<sup>e</sup> classe stagiaire.

**PERSONNEL INDIGÈNE****Nomination**

Par arrêté n° 423 P. du :

5 août 1943. — L'instituteur ordinaire de 1<sup>re</sup> classe du cadre local Dégboé Alphonse est nommé commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943.

**Titularisation**

Par arrêté n° 418 P. du :

31 juillet 1943. — Sont titularisés dans leur emploi et nommés facteurs auxiliaires de 2<sup>e</sup> classe des P. T. T., pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943, les facteurs stagiaires de 3<sup>e</sup> classe dont les noms suivent : Ekué-Akpa Ezéchiél — Brassier Paul.

**Agents auxiliaires****Passage à l'échelon supérieur de salaire**

Par décision n° 499 P. du :

31 juillet 1943. — Sont prononcés les passages aux échelons supérieurs de salaire suivants dans le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du territoire du Togo :

(Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1943)

*Service de santé*

Ahodikpè Cathérine, infirmière-visiteuse auxiliaire passe à l'échelon 6 de l'échelle 2.

(Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943)

*Administration générale*

Moèvi Samuel, aide-commis-expéditionnaire auxiliaire passe à l'échelon 4 de l'échelle 2.

Blakimé Emmanuel, aide dactylographe auxiliaire passe à l'échelon 8 de l'échelle 1.

*Service de l'agriculture*

Tamakloé Eklou James, aide-surveillant d'agriculture auxiliaire passe à l'échelon 8 de l'échelle 1.

Alatchao Aniki, aide-surveillant d'agriculture auxiliaire passe à l'échelon 7 de l'échelle 1.

*Service des P. T. T.*

Allou Akadi, surveillant auxiliaire des P. T. T. passe à l'échelon 8 de l'échelle 1.

Ziangbé Akakpo Michel, surveillant auxiliaire des P. T. T. passe à l'échelon 6 de l'échelle 1.

*Service des travaux publics*

Tukada Jean, dactylographe auxiliaire passe à l'échelon 7 de l'échelle 2.

Guilh Akakpo Hubert, ouvrier spécialisé auxiliaire passe à l'échelon 5 de l'échelle 2.

Brahima Djarassouba, chaîneux auxiliaire passe à l'échelon 9 de l'échelle 1.

Dégboé Basile, chaîneux auxiliaire passe à l'échelon 7 de l'échelle 1.

Kpodar Foli Victor, ouvrier auxiliaire passe à l'échelon 6 de l'échelle 1.

*Service météorologique*

d'Almeida Antoine, commis-expéditionnaire auxiliaire passé à l'échelon 8 de l'échelle 3.

*Voirie de Lomé*

Amékoudji Ayivi, ouvrier auxiliaire passe à l'échelon 10 de l'échelle 1.

Ahoualété Ayivi, ouvrier auxiliaire passe à l'échelon 8 de l'échelle 1.

Dadji Noutekpo, ouvrier auxiliaire passe à l'échelon 8 de l'échelle 1.

Hounzoukin Koffi, chef d'équipe auxiliaire passe à l'échelon 5 de l'échelle 1.

Métho Tassou, chef d'équipe auxiliaire passe à l'échelon 5 de l'échelle 1.

**DIVERS****Ecoles du Gouvernement général**

Par arrêté ou décision du gouverneur général de l'Afrique occidentale française des :

8 juillet 1943. — Sont définitivement admis à l'examen de sortie des sections préparatoires aux écoles de médecine et vétérinaire, les candidats dont les noms suivent, par ordre de mérite :

13 — Adjamagbo Paul.

19 — Atidépé Mensah.

Les candidats ci-dessus désignés sont répartis comme suit :

1<sup>o</sup> — Ecole de médecine de l'A. O. F. :

11 — Adjamagbo Paul.

17 — Atidépé Mensah.

10 juillet 1943. — Les élèves de l'école de médecine de l'Afrique occidentale française dont les noms suivent ont obtenu le diplôme de fin d'études :

**1<sup>o</sup> Section médecine :**

Mention bien

Sanvee David.

Ohin Alexandre.

L'ordre du tableau détermine le classement de sortie.

**Libération conditionnelle — Résidence obligatoire**

Par arrêté n° 422 A. P. A. du :

4 août 1943. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Koffi (Joseph, Kodjo), détenu à la prison de Lomé, âgé de 19 ans environ, né vers 1923 à Lomé, fils de Koffi John et de Bido, de race et coutume ana, demeurant à Lomé, élève-tailleur, célibataire sans enfant, condamné à un an de prison pour rébellion à agent de police dans l'exercice de ses fonctions par jugement n° 385 du 9 novembre 1942 du tribunal du premier degré de Lomé.

Le nommé Koffi (Joseph, Kodjo) est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle de Lomé jusqu'au 24 novembre 1943, date d'expiration de sa peine de prison.

Par arrêté n° 419 A. P. A. du :

2 août 1943. — Est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle de Lomé, pendant une durée de cinq ans, pour compter du 12 août 1943, date de l'expiration de sa peine de prison, le nommé Hounkpati (Agbessi, Anthony), âgé de 29 ans environ, né vers 1914 à Noépé, fils de Hounkpati et de Ananassi, de race et coutume mina, célibataire sans enfant, détenu à la prison de Lomé, condamné à cinq ans de prison et à cinq ans d'interdiction de séjour, pour escroquerie, par jugement n° 27 en date du 19 août 1938 du tribunal du premier degré de Tsévié.

**Observateur météorologiste**

Par décision n° 509 P. du :

7 août 1943. — L'opérateur radio Dahouénon est chargé de la marche de la station météorologique de Mango, pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1943, en remplacement de M. le médecin-chef de la subdivision sanitaire du même lieu.

Cet observateur aura droit à l'indemnité de 900 frs. l'an prévue à l'arrêté du 30 mars 1938.

**Ordonnateur-délégué**

Par arrêté n° 430 Cab. du :

11 août 1943. — Pendant l'absence de M. Négrié, secrétaire général du Togo, et par dérogation à l'article 4 de l'arrêté n° 347 A. P. A. du 16 juin 1943, M. Sanson, administrateur des colonies, chef du bureau des finances, est délégué provisoirement dans les fonctions d'ordonnateur-délégué.

Par arrêté n° 431 Cab. du :

11 août 1943. — Pendant l'absence de M. Sanson, administrateur des colonies, chef du bureau des finances, M. Lauqué Louis, adjoint principal hors classe des services civils des colonies, adjoint au chef du bureau des finances, est délégué provisoirement dans les fonctions d'ordonnateur-délégué.

**Régime pénitentiaire****Condamnés mineurs de droit commun**

Par décision n° 495 A. P. A. du :

30 juillet 1943. — Seront placés dans le centre de rééducation de l'école professionnelle de Sokodé, jusqu'à l'expiration de leurs peines, les condamnés de droit commun ci-après désignés :

1<sup>o</sup> — Lanzo Diosso Mihesso, âgé de 16 ans environ, libérable le 12 octobre 1943;

2<sup>o</sup> — Basile Christophe Attah, âgé de 15 ans environ, libérable le 30 décembre 1944.

Seront placés dans le centre de rééducation de l'école professionnelle de Sokodé, jusqu'à l'âge de seize ans les mineurs ci-après désignés, acquittés comme ayant agi sans discernement :

1<sup>o</sup> — Kodjo Joseph, âgé de 12 ans environ,

2<sup>o</sup> — Homawoo Victor, âgé de 13 ans environ,

3<sup>o</sup> — Wilson Adjété Francisco, âgé de 12 ans environ.

**Rôles**

Par arrêté n° 416 C. D. du :

31 juillet 1943. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires d'impôts cédulaires et d'impôt général sur le revenu, afférents à l'exercice 1943 et dont le détail suit :

	Frs.
Rôle N° 29 — Lomé-trésor . . . . .	918.679,—
Rôle N° 30 — Agence Atakpamé . . . . .	2.759,—
Rôle N° 31 — Agence Mango . . . . .	321,—
	921.759,—

La date de mise en recouvrement est fixée au 31 juillet 1943.

**Sociétés indigènes de prévoyance**

Par arrêté n° 420 A. E. du :

3 août 1943. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire des cotisations de la société indigène de prévoyance de Lomé pour le premier semestre 1943, arrêté à la somme de Quatre mille cinquante francs (4.050 frs.).

**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS ET COMMUNICATIONS****AVIS****Attributions du Service administratif colonial**

Le service administratif colonial, sis 5 rue de Constantine à Alger (téléphone 324-91) a pour attributions :



1<sup>o</sup> — d'administrer les fonctionnaires coloniaux civils ou assimilés;

2<sup>o</sup> — d'assurer les liaisons entre l'Afrique du Nord et les colonies de l'Empire.

D'une façon générale, ses attributions sont celles qui incombent au service administratif du ministère des colonies et aux services coloniaux des ports. Il comprend trois bureaux :

*Bureau du personnel* : mises en route, passages, recrutement, attestations diverses....

ce bureau s'efforce, en outre, de donner tous renseignements désirables aux particuliers relativement aux questions concernant le personnel administratif colonial;

il est, en outre, qualifié pour diriger sur les colonies les non fonctionnaires, qui justifient de la nécessité pour eux de rejoindre une destination coloniale; il leur délivre les attestations nécessaires à l'obtention des passeports exigés par la réglementation sur la circulation;

il est l'intermédiaire entre les intéressés et les services compétents des Préfectures pour faciliter leur hébergement aux coloniaux venant se reposer en Afrique du Nord.

*Bureau de la solde* : Mandatement de la solde et des accessoires, des indemnités diverses, règlement de la situation financière des fonctionnaires et assimilés, remboursement des dépenses avancées par eux — certificats de cessation de paiement — délégations de solde aux familles de fonctionnaires et assimilés — avances sur pensions — secours — bourses scolaires.

*Bureau du matériel* : (Annexe: 2 Boulevard Carnot) — Achats de matériel pour le commissariat aux colonies, les services qui en relèvent, et les colonies françaises; liquidation et mandatement des dépenses de matériel et de transport.

## AVIS IMPORTANT

### Emploi de l'essence éthylisée

D'après les renseignements donnés par les Compagnies Pétrolifères, il est probable que l'essence fournie par les Missions Alliées sera dorénavant de l'essence éthylisée ayant un indice d'octane de 80.

Cette essence contient du tétraéthyle de plomb comme anti-détonant, composé éminemment toxique; son emploi devra donc donner lieu aux précautions suivantes :

1<sup>o</sup> — l'essence éthylisée ne doit être employée seulement que dans les moteurs à explosion;

2<sup>o</sup> — il faudra donc proscrire absolument son emploi dans les lampes à souder, appareils d'éclairage, de chauffage ou de cuisine ainsi que dans les briquets;

3<sup>o</sup> — dans les manipulations de cette essence, il faudra éviter tout contact avec les mains ou une partie du corps présentant des plaies ou écorchures et d'en répandre le moins possible;

4<sup>o</sup> — les emballages ayant contenu de l'essence éthylisée ne devront pas être utilisés pour contenir de l'eau ou des huiles végétales sans avoir au préalable été nettoyés avec de la vapeur sous pression. Le nettoyage de tels emballages fera l'objet d'instructions ultérieures et devra être soumis à un contrôle sévère.

Les usagers devront donc au moment de l'achat s'assurer de la qualité de l'essence qui leur sera livrée (éthylisée ou non). Les Compagnies Pétrolifères feront à l'avenir marquer les fûts d'essence éthylisée avec l'inscription « L » ou « LEADED ».

## DOMAINES

### AVIS

#### de vente aux enchères publiques

Il sera procédé le jeudi 4 novembre 1943, à 10 heures du matin, en la salle des audiences de la mairie de Lomé, à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur d'une parcelle de terrain domanial situé à Lomé, angle avenue du maréchal Foch et la rue de la Mission, de la surface de trois ares dix-centiares (3 a. 10 ca.), délimité au nord par l'avenue du maréchal Foch et le transformateur-électrique, à l'est par la rue de la Mission, au sud par terrain à John Albert Mensah, à l'ouest par terrain à Zuwadé Nyadihé, sous réserve du droit d'option en faveur du titulaire d'un permis d'occupation provisoire.

Ce terrain est immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé sous le n° 493, volume II, folio 92.

#### MISE A PRIX 10.000 FRANCS

Le prix principal et les frais accessoires seront payables à la caisse du receveur des domaines à Lomé, dans les huit jours qui suivront la notification de l'adjudication.

Les personnes désireuses de prendre part à l'adjudication devront obligatoirement en aviser par lettre M. l'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé dans un délai de deux mois à compter du jour où paraîtra le *Journal officiel* portant insertion du présent avis.

Elles devront en outre se conformer aux dispositions du décret du 8 août 1941, promulgué au Togo par arrêté du 6 octobre 1941 (demande d'autorisation à adresser au commissaire de la République sous le timbre du service des domaines).

Pour communication du cahier des charges, consultation du plan et tous renseignements, s'adresser au bureau des domaines à Lomé.

Il sera procédé le jeudi 4 novembre 1943 à 10 heures du matin en la salle des audiences de la mairie de Lomé, à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur de trois lots numérotés de 1 à 3, constituant un terrain domanial situé à Lomé près de Zongo, délimité au nord par la rue de la Somme, à l'est par une rue projetée, au sud par titre foncier n° 591 de Lomé, à l'ouest par titre foncier n° 431 du territoire du Togo et le titre foncier n° 637 de Lomé.

Ce terrain est immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé avec plus grande étendue, sous le n° 511.

N° du lot	Surface	Mise à prix
1.	4 a. 79 ca.	12.000 francs
2.	4 a. 79 ca.	12.000 francs
3	4 a. 79 ca.	12.000 francs

Le prix principal et les frais accessoires seront payables à la caisse du receveur des domaines à Lomé, dans les huit jours qui suivront la notification de l'adjudication.

Les personnes désireuses de prendre part à l'adjudication devront obligatoirement en aviser par lettre M. l'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé dans un délai de deux mois à compter du jour où paraîtra le *Journal officiel* portant insertion du présent avis.

Elles devront en outre se conformer aux dispositions du décret du 8 août 1941, promulgué au Togo par arrêté du 6 octobre 1941 (demande d'autorisation à adresser au commissaire de la République sous le timbre du service des domaines).

Pour communication du cahier des charges, consultation du plan et tous renseignements, s'adresser au bureau des domaines à Lomé.

Lomé, le 5 août 1943.

Le receveur des domaines,  
R. de GUISE.

#### Avis de demande d'immatriculation

##### au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1258, déposée le 26 juillet 1943 le sieur Olympio Sylvanus, profession d'agent de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier planté de cocotiers, d'une contenance totale de 1 hectare 23 ares 25 centiares, situé à Baguida, subdivision de Lomé, cercle de Lomé, borné au nord par terrains à Afangbedji Sakossu et Alipi Kpotsi, à l'est par terrain à Kotokou, au sud par terrain à Agbavi, au sud-ouest par terrain à Aliké Eklou, à l'ouest par terrain à Ahogbé Kpotsi et Charles E. Assah.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1259, déposée le vingt-huit juillet 1943 le sieur Anthony John Agbéfu profession de planteur, demeurant et domicilié à Lomé, rue d'Amoutivé, agissant en son nom personnel comme propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de trapèze sur lequel se trouvent une maison en briques cuites et ciment à étage, non achevée et non couverte et divers autres édifices à usage de communs, d'une contenance totale de 7 ares 41 centiares, situé à Lomé, cercle dudit, rue du Maréchal Gallieni, borné au nord par les héritiers de Folivi, à l'est par héritiers Th. Anthony, au sud par Augustin Anthony, et à l'ouest par la rue du Maréchal Gallieni.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1260, déposée le vingt-huit juillet 1943 le sieur Dossou Agbanavor, profession de charpentier, demeurant et domicilié à Noépé (subdivision de Lomé), agissant en son nom personnel comme propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel indigène, et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain situé à Noépé sur lequel se trouvent édifiés un bâtiment à usage de boutique (occupé par la Société G. B. Ollivant) et diverses constructions en matériaux légers, à usage d'habitation, d'une contenance totale de 9 ares et 33 centiares situé à Noépé, subdivision de Lomé, cercle de Lomé, borné au nord par Aziagbé, à l'est par l'emprise du chemin de fer Lomé-Palimé, au sud par terrain au gouvernement et à l'ouest par la route Lomé-Palimé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1261, déposée le vingt-huit juillet 1943 le sieur Mensah Gadessé profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Noépé, subdivision de Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel indigène, et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain sis à Noépé, d'une contenance totale de 18 ares 64 centiares situé à Noépé, subdivision de Lomé, cercle de Lomé borné au nord par terrain à la S. C. O. A., à l'est par la route de Lomé à Palimé, au sud par James Gbogbo et à l'ouest par Agbanowo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1262, déposée le trois août 1943 le sieur Emmanuel Comlanvi Bruce, profession de planteur, demeurant et domicilié à Anécho, quartier Hlinsi, cercle d'Anécho, agissant en qualité de chef et administrateur des biens de la collectivité James Amouzou Bruce, savoir :

- 1° — Emmanuel Comlanvi Bruce, demeurant à Anécho,
- 2° — Ahéba Bruce, demeurant à Lomé,
- 3° — Abavi Bruce, demeurant à Lomé,
- 4° — John Aboki Bruce, demeurant à Lomé,
- 5° — Ajaniba Bruce, demeurant à Lomé,
- 6° — Cuthbert Comlan Bruce, demeurant à Lomé,
- 7° — Jeannette Assaba Bruce, demeurant à Lomé,
- 8° — Afiavi Bruce, demeurant à Lomé,
- 9° — Edo Bruce, demeurant à Anécho,
- 10° — Dopé Bruce, demeurant à Anécho,
- 11° — Ayaba Bruce, demeurant à Anécho,
- 12° — Aquavi Bruce, demeurant à Anécho,
- 13° — Aquavi Bruce, demeurant à Anécho,
- 14° — Kobla Bruce, demeurant à Batoumé,
- 15° — Mensah Bruce, demeurant à Azanhou,
- 16° — Samuel Ahli Bruce, demeurant à Lomé,
- 17° — Ablanvi Bruce, demeurant à Togoville,
- 18° — Afiavi Dégbénouto Bruce, demeurant à Aflao (Gold-Coast),
- 19° — Gabriel Abalo Bruce, demeurant actuellement à Congo-Belge,

- 20° — Aqua Bruce, demeurant à Anécho,  
 21° — Victus Bruce, demeurant à Lagos,  
 22° — Walter Koahlin Bruce, demeurant à Accra (Gold-Coast),  
 23° — Ahlonkoba Bruce, demeurant à Anécho,

a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain de culture, affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier délimité par quatre bornes représentées sur le plan ci-joint, d'une contenance totale de 7 hectares 87 ares 52 centiares, situé à Anécho, quartier Hlinsi, cercle d'Anécho, borné au nord par Thomas Kouaovi Forson, au sud par la voie ferrée Lomé-Anécho, à l'ouest par Alougba Tahouliso et Joseph Adouayi, à l'est par Kokoroko Akuéson, Rodrich Sallah et M. Foli Botsoé.

Il déclare que ledit immeuble appartient à ladite collectivité et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière p. i.,*  
 R. de GUISE.

#### Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le lundi 6 septembre 1943 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, subdivision de Palimé, cercle du Centre, consistant en un terrain, non bâti, en forme rectangulaire, d'une contenance de 3 ares 20 centiares, et borné au nord par Armathoé, à l'est par la rue de Misahohé, au sud par Seddoh et à l'ouest par Seddoh, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Paul Dossou, employé de commerce, demeurant à Palimé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 12 mai 1943, n° 1252.

Le vendredi 10 septembre 1943 à dix heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dalavé, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, planté de caféiers et des arbres fruitiers, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 7 hectares 48 ares 25 centiares, et borné à l'est par James Houédénou et Normanya, au nord par Andréas Ahia-kpor, au sud par Edessé, à l'ouest par Eglahoun, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Justus Anumu Gunn, employé de commerce, demeurant à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, suivant réquisition du 4 mai 1943, n° 1251.

Le vendredi 10 septembre 1943 à quatorze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dalavé, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, planté de caféiers et des plantes fruitiers, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 1 hectare 65 ares 61 centiares, et borné au nord par Djoka, au sud par Gadédjévé, à l'est par Assou et à l'ouest par Djoka et Adado, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Justus Anumu Gunn, employé de commerce demeurant à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, suivant réquisition du 4 mai 1943, n° 1250.

Le mercredi 15 septembre 1943 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Adakpané, canton de Bè, subdivision de Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, en forme de polygone irrégulier complanté de cocotiers, d'une contenance de 109 hectares 72 ares 75 centiares, connu sous le nom de Akodésséwa et borné au nord par terrains à Adonsou, Amékuwoo Ahovi et Gniissou Kouto, à l'est par terrains à Gniissou Kouto Holowou et Kangni, au sud par terrains à Tamakloe et Aklassou, à l'ouest par passage réservé au bétail, au sud-ouest par terrains à Messah Ahadji Wougan et Akpagani, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Aklassou II, chef de canton de Gros-Bè, demeurant à Gros-Bè Hédjin, agissant en qualité de mandataire de la collectivité Gnéthé Sokpata, suivant réquisition du 21 avril 1943, n° 1248.

Le vendredi 17 septembre 1943 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Adakpané, canton de Bè subdivision de Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier complanté de cocotiers, d'une contenance de 1 hectare 19 ares 87 centiares, connu sous le nom de Akodésséwa et borné au nord par un marais, à l'est, au sud et l'ouest par des terrains à Kouto Gniissou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Aklassou II, chef de canton de Gros-Bè, demeurant à Gros-Bè Hédjin, agissant en qualité de mandataire de la collectivité Adanto, suivant réquisition du 21 avril 1943, n° 1249.

*Le conservateur de la propriété foncière p. i.,*  
 R. de GUISE.

#### NECROLOGIE

Le Gouverneur des colonies, Commissaire de la République au Togo a le regret de faire part des décès survenus :

Le 9 juillet 1943, de l'excellent collaborateur de l'administration française du Togo, Takassi qui assumait durant 20 ans, avec loyalisme et dévouement, les délicates fonctions de chef de canton de Kabou (subdivision de Bassari, cercle de Sokodé).

Le chef Takassi était vice-président du conseil des notables de la subdivision et avait été nommé en 1937, Chevalier de l'Etoile Noire du Bénin;

Le 24 juillet 1943, du président du conseil des notables de Palimé, Emmanuel Dotsé, excellent collaborateur du commandement régional;

Le 25 juillet 1943, du chef Bodé, chef du village de Wassarabo et du canton de Kolinabou (cercle de Sokodé);

Le 11 août 1943, du chef de canton d'Amutivé, Jacob Adjallé Dadzie, membre du conseil des notables de Lomé.

Les obsèques se sont déroulées le 12 août au milieu d'un grand concours de populations en présence du Commandant de cercle de Lomé et Administrateur-

Maire de la commune mixte, représentant M. le Gouverneur, des membres du conseil des notables, des chefs de villages du canton ainsi que de la population loméenne.

Le chef Adjallé laisse le souvenir inoubliable de son loyalisme à la France.

Le défunt qui assumait ses fonctions depuis 1907 était Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Etoile Noire du Bénin et Chevalier du Mérite Agricole.

Etude de Maître R. VIALE, Avocat-défenseur, LOMÉ (Togo)

### Avis de perte

La copie du titre foncier n° 175 de Lomé est perdue. Pour avis et première insertion, conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.

## BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

### Avis

#### Billet de 5 francs

Le billet de 5 francs mesure 11,6 × 6,6 cm.

Il est exécuté en papier blanc fort et représente :

— Au recto dans un cadre fait d'arabesques et sur

un guillochis formé des mots BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE disposés en courbes affectant à peu près la forme d'ellipses se détachent en noir sur fond ocre clair les mots BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE. Dessous sont inscrits : au centre, le numéro du billet, à droite et à gauche, une lettre indiquant la série à laquelle il appartient. Sous le numéro est représentée une tête de femme indigène à gauche de laquelle se lit le chiffre 5 et à droite les mots CINQ FRANCS. En bas, de part et d'autre du motif central se trouvent les signatures.

Dans les coins supérieurs du billet on remarque le chiffre 5 en blanc sur un motif d'arabesques et dans les coins inférieurs une fleur stylisée dans un carré.

— Au verso, un cadre formé d'arabesques et de feuilles d'acanthé est interrompu pour laisser la place aux mots BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE inscrits en blanc sur fond lie de vin. A l'intérieur de ce cadre, un guillochis identique à celui du recto donne une teinte de fond bleu très clair. Au centre, se détache le chiffre 5 en blanc couché sur un motif d'arabesques; en dessous on lit les mots CINQ FRANCS en lettres lie de vin puis la date dans laquelle le mois est désigné en toutes lettres et en bas, la mention. « L'article 139 du code pénal punit des travaux forcés à perpétuité le contrefacteur »

Le spécimen de cette coupure est déposé chez la Succursale de Lomé.